

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE

1176 avenue Aristide Briand
38220 Vizille

Références : 2024-Is026T5

Code AIOT : 0006103265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE implanté 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale "coup de poing" 2024 relative aux rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT - PAPETERIES DE VIZILLE
- 1176 avenue Aristide Briand 38220 Vizille
- Code AIOT : 0006103265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site des Papeteries de Vizille est autorisé à exploiter d'une part une machine de production de papiers, destinés essentiellement à des usages spéciaux (papier de sécurité, papier cuisson, papier ingraissable pour emballage alimentaire, bandes à joint, etc), et d'autre part une activité de production de sacs destinés aux matériaux de construction, à l'agroalimentaire, aux minéraux et à la chimie (dont sacs de ciment destinés à la société VICAT) sur 2 lignes de production entièrement automatisées. Elle emploie 175 salariés.

Le site abrite également une chaufferie, composée d'une chaudière biomasse et d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel, dont l'exploitation est confiée à ENGIE SOLUTIONS (contrat à renégocier en 2025), et une station de traitement des effluents industriels gérée par l'exploitant Vicat.

Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°92-1779 du 16 avril 1992 et n°99-1265 du 19 février 1999, modifiés par l'arrêté préfectoral n°2012208-0030 du 26 juillet 2012 (chaudières) et n°DDPP-DREAL UD 38-UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019, prenant en compte les conclusions du BREF papetier (directive IED).

Nicolas JEAMBAR nouveau QHSE est arrivé au 04/01/2024.

L'année 2023 a compté une baisse de volume d'activité de 30% concernant la machine à papier avec 20% du temps en activité partielle (pas de baisse de volume d'activité pour la sacherie).

Reprise positive sur 2024 sans activité partielle depuis le début d'année.

La société a toujours plusieurs projets en prévision :

- valorisation de l'énergie perdue derrière les machines (chaleur fatale);
- certification ISO 50 001 (Management de l'énergie) (prévision septembre 2024);
- nouvelle ligne sacherie (ligne n°3);
- deux turbines hydroélectriques à changer (sur le canal des Martinet) avec une 3 ème turbine en projet;
- biomasse haute température;
- plan papeterie sur 10 ans avec des investissements, notamment des modifications d'amélioration sur la machine à papier, sur l'énergie...

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024 « coup de poing » : rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/02/1999, article 2.3.2.6	Demande d'action corrective	3 mois
3	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2.3.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Points de prélèvement aménagés	AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2.3.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des périodicités minimales de surveillance	AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2.3.3.7-I	Demande d'action corrective	3 mois
7	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
9	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande d'action corrective	3 mois
10	Surveillance des émissions Contrôle de recalage	Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.7-II Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	3 mois
12	Liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2	Sans objet
6	Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement	AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2.3.3.7-IV	Sans objet
8	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
11	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
13	Laboratoire accrédité pour les prélèvements et analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La station de traitement des eaux résiduaires est exploitée selon les procédures mises en place par l'exploitant, celui-ci doit cependant améliorer son suivi d'autosurveillance.

L'Inspection note l'arrivée d'un nouveau responsable QHSE sur site pour renforcer l'équipe en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2019, article 2					
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative					
Prescription contrôlée : Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°92-1779 du 16 avril 1992 et n°99-1265 du 19 février 1999, modifiés dernièrement par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019, prenant en compte les conclusions du BREF papetier (directive IED)					
Art. 2 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019				Classement à ce jour	Arrêté ministériel
Nature des activités	Volume des activités	N° nomenclature	Classement		
Fabrication du papier	Capacité maximale de production 145 t/j (exprimé en production brute) Production annuelle maximale 35000 tonnes (exprimée en production nette) de papiers fabriqués sur une seule machine à papier et composés majoritairement de papiers spéciaux	3610-b (IED)	A	3610-b (IED) - A	Arrêté du 10/09/20 (rubrique 3610-b)
Impression sur papier par flexographie	650 kg/j (*) (*) : les produits mis en œuvre contiennent moins de 1% de solvants organiques au moment de leur emploi	2450-2a	A	A	./
SACHERIE Transformation du papier carton	>20 t/j (12000 t/an)	2445-1	A	A- E	Arrêté du 2 décembre 2021
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	2 réservoirs de 300 m3 fioul lourd et 1 réservoir de 30 m3 de FOD représentant un tonnage de l'ordre de 530 tonnes	4734	E	E	Arrêté du 01/06/15
Installation de combustion	Biomasse : 8,2 MW Gaz naturel : brûleur principal de 14 MW + brûleur d'appoint de 5 MW Fioul lourd (secours) : 14 MW Pour une puissance maximale des brûleurs susceptibles de fonctionner simultanément de 14MW	2910-A2	DC	DC	Arrêté du 3 août 2018
Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Silo de biomasse d'un volume de 1100 m3	1532-3	D	D	Arrêté du 5 décembre 2016
PAPETERIE + SACHERIE - Dépôt de papier carton	11 000 m3 papeterie 4 000 m3 sacherie	1530-3	D	D	Arrêté du 30/09/08

Prélèvement dans un cours d'eau ou dans sa nappe d'accompagnement (nappe alluviale de la Romanche)	Prélèvement maxi horaire : 250 m3	eau 1.2.1.0	D	D	Arrêté du 11/09/03 (IOTA)
--	-----------------------------------	----------------	---	---	---------------------------

Constats :

L'exploitant déclare qu'aucune modification n'est intervenue pour les quantités autorisées par l'article n°2 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL UD 38-2019-09-07 du 16 septembre 2019.

L'exploitant doit vérifier la conformité aux arrêtés ministériels des rubriques concernées par ses activités.

Le site est soumis à l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour l'activité visée par la rubrique 2450-A-a (Impression sur papier de flexographie)). L'Inspection signale à l'exploitant que les arrêtés ministériels spécifiques pour des activités exclues de l'application de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (activité de fabrication de papier par exemple) peuvent quand même renvoyer à des prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, par exemple pour les conditions de surveillance des effluents

Pour rappel, en application de l'article R.181-46-II du code de l'environnement tout projet de modification des activités, doit être porté à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation. Au regard des éléments transmis, le préfet statue sur la procédure à engager.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/1999, articles 2.3.2.6, 2.3.2.2, 2.3.2.3, 2.3.2.5, 2.3.2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux

Prescription contrôlée :

Art 2.3.2.6 - Un plan des différents réseaux faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et points de branchements sera établi et régulièrement tenu à jour.

Art 2.3.2.2 – Les eaux provenant des stockages de vieux papiers lorsqu'ils existent devront transiter par les installations de traitement avant rejet

Art 2.3.2.3 - Les eaux de refroidissement seront totalement recyclées

Art 2.3.2.5- Le réseau de collecte interne à l'établissement sera réalisé sur le mode séparatif. Toutefois les eaux pluviales, normalement non pollués, devront pouvoir, en cas de pollution

accidentelle transiter par les dispositifs d'épuration.

Art 2.3.2.7. Les eaux industrielles issues de la sacherie sont raccordées puis traitées dans la station d'épuration puis rejetées dans le canal des Martinets.

Constats :

Le plan des réseaux a été mis à la disposition de l'Inspection et comporte une légende, une date de mise à jour (dernière mise à jour du 04/11/2014 suite à l'ajout de la station d'épuration biologique) et une orientation géographique. L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de travaux modificatifs depuis 2014 nécessitant une mise à jour du plan.

Le plan des réseaux présente les réseaux eaux pluviales et eaux usées. L'exploitant précise que le réseau annoté "eaux usées" est constitué des eaux résiduaires industrielles et des eaux résiduaires sanitaires. Le schéma de circulation des eaux résiduaires industrielles est tracé sur le plan contrairement au schéma de circulation des eaux résiduaires sanitaires qui n'est pas tracé.

Les points de prélèvements (3 puits d'eau souterraine) sont indiqués sauf dans la légende. Les points de rejets associés à chaque réseau sont indiqués sauf pour le rejet des eaux résiduaires industrielles sortie du bâtiment de la Sacherie. Le point de rejet de la station de traitement des eaux résiduaires est indiqué (rejet dans le canal des Martinets), comme pour les rejets des eaux pluviales dans le même milieu, mais à des points de rejets différents.

Les ouvrages d'épuration internes sont positionnés et indiqués (sauf la mention "station biologique) sur le plan. Le bassin tampon en amont de la station d'épuration est positionné mais son nom ne figure pas sur le plan. Le local abritant le canal venturi et les appareils de mesures du débit et du pH figurent sur le plan, mais le nom n'est pas indiqué sur le plan.

L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de stockages de vieux papiers sur le site et qu'il n'utilise pas de papier recyclé dans sa production.

L'exploitant déclare que toutes les eaux de refroidissement ne sont pas recyclées, l'exploitant précise que 100% des eaux de refroidissement seront recyclées d'ici fin 2024-début 2025.

En cas de pollution accidentelle les eaux pluviales, normalement non polluées, ne peuvent pas à ce jour transiter par les dispositifs d'épuration, l'exploitant déclare avoir consulté une entreprise pour des moyens d'obturation des grilles d'eaux pluviales sur la zone identifiée en point bas (vers le parking).

D'autres points sur le plan sont à améliorer ou corriger :

- la couleur de représentation du réseau eaux résiduaires de récupération des eaux souillées au niveau de la chaudière biomasse est en orange alors que la couleur de représentation du réseau eaux usées est en marron;
- la zone "logement" non imperméabilisée est à représenter comme la zone du parc naturel;
- la mention de la vanne d'isolement du réseau des eaux souillées de la chaufferie est à ajouter.

Par sondage, l'Inspection a vérifié sur le terrain la zone de rejet au canal des Martinets des eaux usées (sortie STEP) et des eaux pluviales (au nord du rejet des eaux usées).

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°1: Mettre à disposition de l'Inspection le plan du réseau corrigé et mis à jour.</p> <p>Demande d'action corrective n°2 : Tenir à disposition de l'Inspection le plan d'action fixant l'objectif pour recycler totalement les eaux de refroidissement</p> <p>Demande d'action corrective n°3 : Tenir à disposition de l'Inspection les éléments démontrant que les eaux pluviales polluées en cas de pollution accidentelle peuvent transiter par les dispositifs d'épuration.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

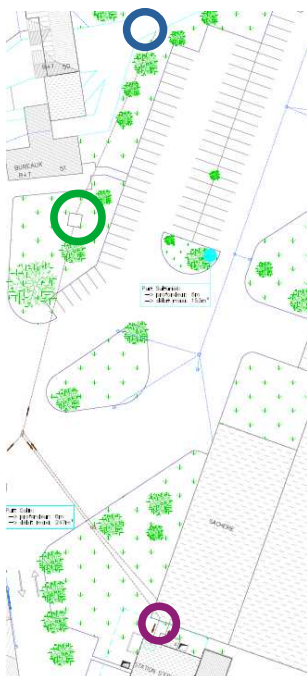
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2019, articles 2.3.3.2, 2.3.3.1, Art. 2.3.3.33
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 2.3.3.2 Le dispositif de rejets des effluents liquides est aménagé de manière à : - réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, - ne pas gêner la navigation (le cas échéant).</p> <p>Art 2.3.3.1 Après traitement dans la station d'épuration, les effluents sont rejetés dans le canal des Martinets qui rejoint le ruisseau du Gua lui-même affluent de la rivière La Romanche. (code masse d'eau SANDRE : R329b). Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la(les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p> <p>Art. 2.3.3.33 Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate qu'après traitement dans la station d'épuration, les effluents sont rejetés</p>

dans le canal des Martinets. Le point de rejet est visible depuis l'autre côté du canal des Martinets. La vue de ce point ne permet pas de constater si des matières flottantes, des produits susceptibles de dégager des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ou de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables. La végétation autour de l'ouvrage est constituée de ronces et l'eau du canal en amont du rejet n'est pas translucide.



Sortie du rejet de la STEP au canal des Martinets

Cependant, l'Inspection constate qu'au niveau du canal venturi situé entre la sortie de la station d'épuration (où est localisé le préleveur automatique 24h) et le rejet au canal, le rejet des effluents traités est constitué aléatoirement d'agglomérats d'algues.



Extrait plan de masse :
 Rejet au canal 
 Localisation canal venturi 
 Rejet STEP (localisation du préleveur automatique) 



Rejet des effluents traités au niveau du canal venturi – présence de matières flottantes

L'Inspection constate que les prélèvements 24h ne sont pas constitués de ce type d'agglomérats

puisque le préleveur automatique est situé juste en sortie de STEP. L'exploitant précise que le réseau enterré en amont et en aval du canal venturi n'a jamais été curé. Ce départ d'agglomérats pourrait provenir du biofilm constitué au fil des années sur les parois du réseau enterré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°4 :

Les effluents rejetés au canal doivent être exempts de matières flottantes. Tenir à disposition de l'Inspection un plan d'action permettant d'atteindre cet objectif.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2019, articles 2.3.3.5, 2.3.3.6

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

Prescription contrôlée :

Art. 2.3.3.5

A l'aval des installations d'épuration et en amont du point de rejet dans le milieu récepteur, un appareil de prélèvement automatique asservi au débit est installé sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides ; un échantillon moyen représentatif de l'effluent rejeté est constitué par période de 24 heures.

Cet échantillon, dont le volume est suffisant pour réaliser une double analyse de l'ensemble des polluants visés au paragraphe 2.3.3.8 du présent article, est conservé à 4°C, à l'abri de la lumière et dans un récipient n'altérant pas son contenu, durant une période de 7 jours.

Art. 2.3.3.6

Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Constats :

Dans un local situé entre la sortie de la station d'épuration et le rejet au canal des Martinets, il est installé deux sondes (en amont immédiat du canal venturi) : une pour la mesure du débit (mesure par sonde ultrason en amont de l'étranglement où l'écoulement n'est pas perturbé de la hauteur d'eau) et une pour la mesure de la température et le pH de l'effluent rejeté.



Sonde mesure de débit (hauteur d'eau)

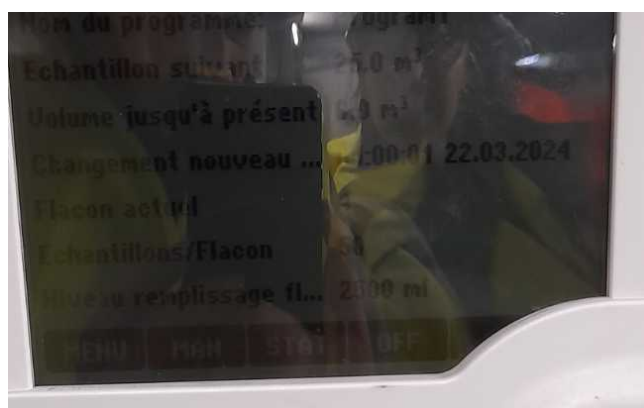


Sonde mesure pH et température (positionnée au contact de l'eau rejetée)

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Les prélèvements pour les interventions des organismes extérieurs se positionnent à ce niveau-là (constat par l'Inspection dans le rapport de contrôle inopiné de 2022).

Le canal venturi ne possède pas de réglette de contrôle, l'exploitant précise qu'il possède la courbe de tarage numérique du canal venturi (annexe 17 du manuel du système d'auto-surveillance des rejets aqueux (version 9 du 06.01.2020)), mais qu'il n'a jamais vérifié en interne les valeurs du débitmètre. Lors du dernier contrôle inopiné eau, l'Inspection constate qu'en 2022, la société SOCOTEC a comparé ses mesures avec celles de l'exploitant, les écarts allant de -0.02% à 0.32% pour la mesure de débits. SOCOTEC conclut que le dispositif de mesure de l'exploitant (étanchéité, propreté et entretien) est satisfaisant.

L'appareil de prélèvement automatique réfrigéré est installé sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides (en sortie de la station d'épuration, cf. point de constat n°3). L'exploitant déclare qu'il est asservi au débit avec un échantillon moyen représentatif de l'effluent rejeté par période de 24 heures. L'intervalle de prélèvement pour un échantillon de 50 ml est de 25 m³. L'Inspection constate sur l'écran que le préleveur est en fonctionnement avec la mention d'un intervalle de 25 m³. Le préleveur est en bon état. Le rapport du contrôle inopiné eau de 2022 ne commente pas le dispositif de prélèvement de l'exploitant.



Écran du préleveur



Intérieur du préleveur

Les échantillons sont conservés à 4°C, à l'abri de la lumière et dans un récipient n'altérant pas son contenu, durant une période de 7 jours:

- dans le préleveur réfrigéré (4 bidons de 13 litres chacun, dont le prélèvement 24 h en cours);
- dans un réfrigérateur du laboratoire de la STEP. Cependant les bidons ne sont pas annotés afin de différencier la date de prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°5 :

Identifier les échantillons conservés dans le réfrigérateur par la date de prélèvement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2019, articles 2.3.3.7-I, 2.3.3.8.1., 2.3.3.8.2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance

Prescription contrôlée :

Art. 2.3.3.7-I

Pour l'ensemble des polluants visés au paragraphe 2.3.3.8 du présent article, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par le présent arrêté et selon les fréquences minimales définies au paragraphe 2.3.3.8. du présent article.

Art. 2.3.3.8.1. Polluants spécifiques du secteur d'activité

Paramètres	Valeurs limites de rejets	Fréquence de surveillance
Débit	moyenne mensuelle maximale : 3000 m³/j maximum journalier : 4000 m³/j	continue et enregistrée
pH	compris entre 5,5 et 8,5	continue et enregistrée
Température	30 °C maximum (35 °C en cas de traitement des effluents anaérobie ou si l'eau prélevée est à une température supérieure à 25 °C)	continue et enregistrée
Couleur	modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pl	sur demande de l'inspection des installations classées ou de la police de l'eau
Matières En Suspension (MES)	flux annuel maximum : 28 t/an flux journalier maximum : 200 kg/j flux spécifique annuel : 1 kg/t (sur la base d'une production nette) concentration moyenne journalière : 50 mg/l	journalière sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	flux annuel maximum : 108 t/an flux journalier maximum : 600 kg/j flux spécifique annuel : 5 kg/t (sur la base d'une production nette) concentration moyenne journalière : 150 mg/l	journalière sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit

Paramètres	Valeurs limites de rejets	Fréquence de surveillance
Demande Biologique en Oxygène (DBO ₅)	flux annuel maximum : 40 t/an flux journalier maximum : 280 kg/j concentration moyenne journalière : 70 mg/l	hebdomadaire sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit (*)
Composés Organohalogénés (AOX)	flux journalier maximum : 2 kg/j flux spécifique annuel : 0,05 kg/t (sur la base d'une production nette) concentration maximale : 1 mg/l	bimestrielle sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Azote global (exprimé en N)	flux annuel maximum : 10,5 t/an flux journalier maximum : 50 kg/j flux spécifique annuel : 0,4 kg/t (sur la base d'une production nette) concentration moyenne mensuelle : 30 mg/l	hebdomadaire sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Phosphore total (P)	flux annuel maximum : 0,6 t/an flux journalier maximum : 7,3 kg/j flux spécifique annuel : 0,04 kg/t (sur la base d'une production nette) concentration moyenne mensuelle : 10 mg/l	hebdomadaire sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Cuivre et ses composés	concentration maximale : 0,5 mg/l Flux journalier maximum : 500 g/j	Trimestrielle sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Zinc et ses composés	concentration maximale : 0,8 mg/l Flux journalier maximum : 500 g/j	Trimestrielle sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Indice phénols	concentration maximale : 0,3 mg/l Flux journalier maximum : 500 g/j	Annuelle sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit (**)

(*) : l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la corrélation entre la mesure de la DCO et la mesure de la DBO₅.

(**) : les analyses annuelles pourront être interrompues après les 2 premières campagnes d'analyses si les concentrations mesurées pour la substance sont toutes les deux inférieures à la limite de détection. Dans ce cas, elles ne seront ensuite réalisées que sur demande de l'inspection des installations classées ou de la police de l'eau.

En complément, une analyse des rejets portant sur le paramètre hydrocarbures totaux est réalisée par l'exploitant sur demande de l'inspection des installations classées ou de la police de l'eau.

Art. 2.3.3.8.2. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état chimique des masses d'eau

2.3.3.8.2. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état chimique des masses d'eau

Paramètres	Valeurs limites de rejets	Surveillance exercée par l'exploitant
DEHP (*)	concentration maximale : 25 µg/l Flux journalier maximum : 5 g/j	Trimestrielle sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Nonylphénols (*)	concentration maximale : 25 µg/l Flux journalier maximum : 2 g/j	Annuelle sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (PFOS) (*)	concentration maximale : 25 µg/l Flux journalier maximum : 2 g/j	Annuelle sur un échantillon représentatif constitué par un prélèvement automatique sur 24 heures asservi au débit (**), sauf argumentaire transmis par l'exploitant démontrant l'absence de la ou des substance(s) dans le process et les rejets
Chloroforme	concentration maximale : 50 µg/l Flux journalier maximum : 20 g/j	
Dioxines et composés de dioxines (*)	concentration maximale : 25 µg/l Flux journalier maximum : 2 g/j	
Hexabromocyclododécane (HBCDD) (*)	concentration maximale : 25 µg/l Flux journalier maximum : 2 g/j	

(*) : ces substances sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

(**): les analyses annuelles pourront être interrompues après les 2 premières campagnes d'analyses si les concentrations mesurées pour la ou les substance(s) sont toutes les deux inférieures à la limite de détection. Dans ce cas, elles ne seront ensuite réalisées que sur demande de l'inspection des installations classées ou de la police de l'eau.

Constats :

Les fréquences minimales d'analyses ne sont pas respectées pour les mois de mai, juin, juillet, août, octobre et décembre 2023. Les raisons renseignées dans l'outil GIDAF sont l'arrêt de la machine à papier dans la majorité des cas (sauf pour l'arrêt technique annuel du site du 29/07 au 31/07/2023).

Cependant les valeurs de débits en sortie station renseignées dans l'outil GIDAF ne sont pas égales à 0 m3/j, l'exploitant n'est pas en capacité d'expliquer l'absence de mesures des paramètres d'autosurveillance pendant ces périodes alors qu'il y a des rejets de sortie de station (la sacherie fonctionne ainsi que les autres installations).

Dans l'outil GIDAF, l'Inspection constate aussi pour la date du 29/10/2023 (un dimanche) une absence de mesures, la raison indiquée est "absence de préleveur automatique". L'exploitant n'est pas en capacité d'expliquer s'il y a eu une panne et les actions prises pour ce prélèvement non réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°6 :

Réaliser les analyses à la fréquence mentionnée aux articles 2.3.3.7-I , 2.3.3.8.1. et 2.3.3.8.2. . En cas de non-respect des fréquences justifier dans l'outil GIDAF l'absence de mesures et décrire les actions correctives réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2019, articles 2.3.3.7-IV , 2.3.3.8.1., 2.3.3.8.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Art. 2.3.3.7-IV Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant. Les informations relatives aux quantités de papier produites dans le mois (production nette), aux consommations mensuelles de résines polyamine-épichlorohydrine (PAE) (par type de produit), ainsi qu'au stock de cassés de fabrication sont également adressées chaque mois à l'inspection des installations classées. Art. 2.3.3.8.1. Polluants spécifiques du secteur d'activité <i>cf tableau constat n° 5</i> Art. 2.3.3.8.2. Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état chimique des masses d'eau <i>cf tableau constat n° 5</i>
Constats : Pour l'année 2023, l'Inspection constate sur l'outil GIDAF : - deux dépassements en septembre, sur le paramètre DCO (190 mg/l au lieu de 150 mg/l) et sur le paramètre MES (68 mg/l au lieu de 50 mg/l) . L'exploitant justifie ce dépassement sur l'outil GIDAF par: <ul style="list-style-type: none">• un changement de fabrication (non prévu initialement) qui a rempli le tampon à l'amont de la station, le débit entrée a donc accéléré, avec un tampon qui était déjà bien chargé,• la pompe de flocculant du biologique arrêtée,• une pressurisation médiocre sur le flottateur primaire. La mesure corrective envisagée est : <ul style="list-style-type: none">• anticiper le changement de la pompe de pressurisation (maintenance préventive),• travail sur le planning avec des changements de fabrication mais il est difficile pour l'exploitant d'avoir une visibilité sur le planning. L'exploitant n'explique pas la raison de l'arrêt de la pompe de flocculant du biologique et la mesure corrective envisagée. - un dépassement en novembre sur le paramètre DBO5 (85 mg/l au lieu de 70 mg/l). L'exploitant justifie ce dépassement sur l'outil GIDAF par un enchaînement de 3 campagnes de papiers différents dans la même journée (avec changement d'amidon qui ont perturbé le fonctionnement de la station d'épuration). La mesure corrective envisagée par l'exploitant est l'étalement des campagnes de papiers avec moins de vidanges rapprochées.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°1 : Proposer des actions correctives mises en œuvre ou envisagées pour chaque dépassement constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Transmission GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1 ; Article 2.3.3.7-IV de l'AP complémentaire du 16/09/2019</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 de l'arrêté Ministériel du 28/04/2014 Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p>Article 2.3.3.7-IV de l'AP complémentaire du 16/09/2019 Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'année 2023, l'Inspection constate sur l'outil GIDAF que la transmission des analyses journalières et hebdomadaires a lieu en dehors des délais pour 10 mois sur 12 mois. Le délai de transmission des analyses mensuelles à trimestrielles n'a pas été contrôlé par l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°7 : Respecter les délais de transmission des résultats d'analyses journalières et hebdomadaires: "dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure".</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Débit de rejet

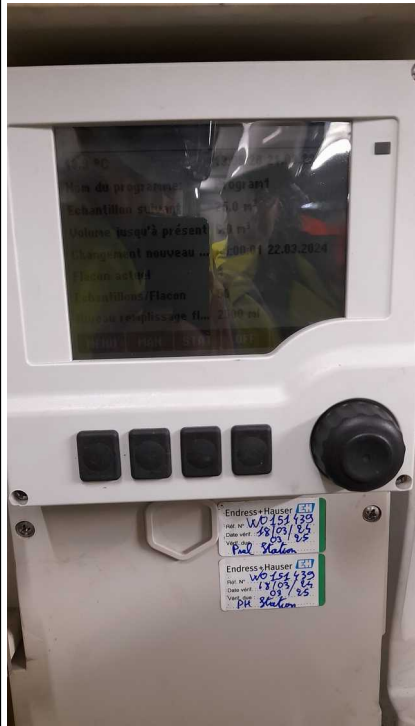
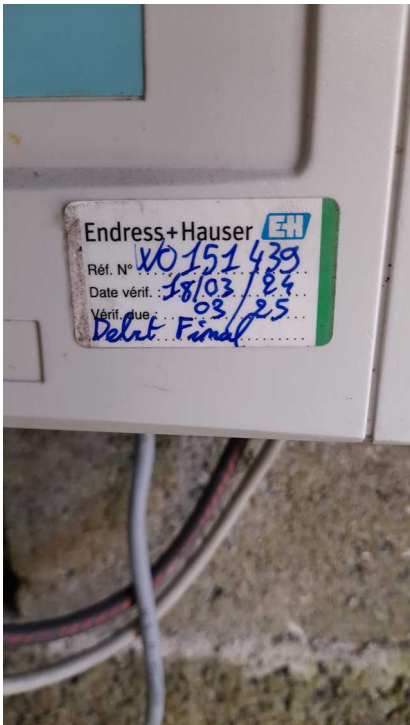
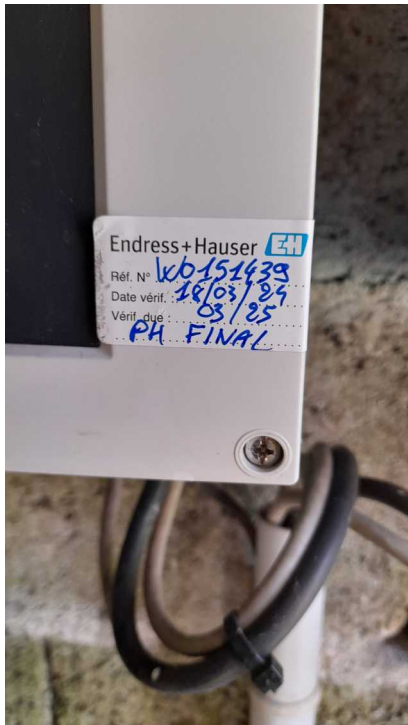
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</p> <p>Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le débit maximal journalier est de 4000 m3/j et mesuré en continu et enregistré (art 2.3.3.8.1. de l'arrêté préfectoral du 16/09/2019).</p> <p>L'Inspection a constaté que sur l'année 2023 via l'outil GIDAF que le débit maximal journalier de 4000 m3/j est respecté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Obligations de l'exploitant :</u></p> <p>Dans le cadre de l'autosurveillance, le prélèvement est réalisé par l'exploitant lui-même. En l'absence d'accréditation, l'exploitant doit disposer de procédures nécessaires à assurer la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques d'échantillonnage et de mesures de débit, et des enregistrements démontrant leur adéquation (cf. Guide de mise en oeuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE).</p>

A ce titre l'exploitant dispose (§ 1.2.1 du guide):

- D'un plan de localisation des divers points de rejet de l'établissement, identifiant les rejets d'eaux pluviales et d'effluents, ainsi que l'emplacement des points de rejet équipés pour réaliser le suivi des macro-polluants, des substances caractéristiques à son activité industrielle et des autres substances dangereuses (substances de l'état chimique, polluants spécifiques de l'état écologique) . Le plan présenté par l'exploitant doit être complété par la mention de localisation du préleveur et du débitmètre.
 - D'un schéma de présentation du dispositif de dépollution des rejets. Ce schéma est disponible dans un document dénommé " manuel opératoire", présenté par l'exploitant.
 - D'un schéma de dimensionnement du canal de rejet ou de la conduite fermée de rejet. Ce schéma est disponible en annexe du manuel du système d'autosurveillance des rejets aqueux de la STEP (version 9 du 06.01.2020).
 - D'un personnel qualifié pour la réalisation du programme de surveillance (échantillonnage et analyse). La station de dépollution est gérée par 3 personnes dont un technicien dédié totalement à la conduite de la station de traitement des effluents. L'Inspection n'a pas rencontré ce technicien sur le site.
 - Des modalités d'acheminement des échantillons jusqu'au laboratoire : l'exploitant indique que les échantillons sont stockés dans des flacons fermés, et conservés dans un réfrigérateur (à environ 4°C) avant transport vers laboratoire externe. Il n'est pas mentionné le délai de transport.
 - Des résultats des contrôles métrologiques, tous les éléments attestant de la conformité des dispositifs de mesure et les coordonnées de l'organisme habilité choisi pour procéder au diagnostic de fonctionnement, ainsi que la fréquence des opérations de contrôle.
- L'Inspection a constaté sur site que les appareils de mesures pH, T°C, débit et le préleveur ont été contrôlés par Endress-Hauser

		
Vérification préleveur station en date du 18/03/2024	Vérification débitmètre sortie station en date du 18/03/2024	Vérification pH mètre sortie station en date du 18/03/2024

Les autres procédures mentionnées dans le guide n'ont pas été vérifiées par l'Inspection.

Intervenant extérieur (laboratoire analyses) :

L'intervenant extérieur (ABIOLAB-ASPOSAN 38330 Montbonnot-Saint-Martin) qui réalise les analyses dans le cadre de l'autosurveillance est accrédité COFRAC (N° 1-5822) .

Par sondage, l'Inspection constate que pour le résultat d'analyse d'Adiolab (prélèvement du 26/09/2023), le laboratoire déclare:

- pour les paramètres AOX, DBO5, MES, Nitrates, Nitrites : les paramètres sont non couverts par l'accréditation Cofrac suite à un délai de mise en analyse par rapport à l'heure de prélèvement supérieur aux exigences normatives ;
- pour les paramètres Azote Kjeldahl, cuivre, DCO, Phosphore et Zinc : les paramètres sont non couverts par l'accréditation Cofrac suite à un délai de mise en analyse par rapport à l'heure de prélèvement supérieur aux exigences normatives, en raison d'un flaconnage non conforme. Les résultats s'appliquent à l'échantillon tel qu'il a été reçu.

L'Inspection constate que le prélèvement effectué le 26/09/2023 a été réceptionné par le laboratoire le 04/10/2023, soit 8 jours après.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°8:

Réaliser le transport des échantillons vers le laboratoire d'analyse accrédité dans les conditions du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE :

<p>"Les échantillons devront être réceptionnés par le laboratoire d'analyse au plus tard le lendemain de la fin de l'opération d'échantillonnage. Si ce délai ne peut pas être respecté (cas de la surveillance de polluants à une fréquence journalière et de la fermeture des laboratoires d'analyse lors des jours fériés, par exemple), le laboratoire fournira à l'opérateur de prélèvement les moyens de conservation adaptés en s'appuyant sur les normes spécifiques du polluant étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3 ainsi que les consignes écrites associées pour garantir la stabilité des échantillons jusqu'à l'analyse."</p> <p>Le cas échéant, réaliser une nouvelle analyse.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Surveillance des émissions – Contrôle de recalage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.7-III ; Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse annuelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté Préfectoral du 16/09/2019, article 2.3.3.7-III* :</p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p> <p>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p> <p>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse)</p>

soient réalisées sous agrément.

Constats :

L'exploitant réalise en interne les analyses sur les paramètres MES et DCO. Les paramètres pH, débit, et température sont enregistrés en continu.

Les analyses sur les autres paramètres sont transportés par l'exploitant dans un laboratoire extérieur (ABIOLAB-ASPOSAN) pour 2023 (cf. point de contrôle précédent).

Le laboratoire ABIOLAB-ASPOSAN à la date du 11-04-2024 a un agrément valide du 27-02-2024 au 27-02-2026) (site Labeau environnement) pour la matrice eau résiduaire sur une liste de substances.

Le contrôle est réalisé sur les analyses 2023, l'Inspection n'a pas accès à l'agrément pour 2023 de ce laboratoire.

L'inspection compare sur 2 dates en 2023 les paramètres MES et DCO en rejet, analysés par le laboratoire et analysés par l'exploitant :

Prélèvement du 27/09/2023 (fin 4h) (l'inspection prend en compte les résultats du 26/09/2024 pour l'exploitant	Résultat laboratoire Adiolab	Résultat laboratoire exploitant
Concentration DCO	20 mg/l	190 mg/l (le résultat du 27/09/2023 est à 66 mg/l)
Concentration MES	<13 mg/l	12 mg/l
Prélèvement du 28/11/2023	Résultat laboratoire Adiolab	Résultat laboratoire exploitant
Concentration DCO	67 mg/l	97 mg/l
ConcentrationMES	2.4 mg/l	8 mg/l

L'exploitant a présenté à l'Inspection un extrait du fichier de suivi des analyses internes (pH, T°C, MES et DCO) , celui-ci comporte une colonne pour comparer les valeurs mesurées en interne et les valeurs mesurées par le laboratoire, cependant les valeurs du laboratoire ne sont pas renseignées, ce qui pourrait alerter l'exploitant sur les dérives de ses appareils de mesures.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°9:

Comparer les résultats des paramètres analysés par le laboratoire autosurveillance avec les résultats analysés en interne. En cas de différence significative, vérifier les appareils de mesures du laboratoire interne.

Observation n°2 : Mettre à disposition de l'Inspection l'agrément du laboratoire ABIOLAB-ASPOSAN pour l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : L'exploitant a transmis les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique via l'outil GIDAF dans les délais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.

Constats :

L'exploitant déclare avoir identifié le composé PFAS utilisé, il est présent dans le produit UNIDYNE TG-8111 (résine) utilisé pour la fabrication de papier alimentaire . Le fournisseur de l'exploitant donne l'information suivante à l'exploitant : *"UNIDYNE TG-8111 est un hydrofuge et oléofuge contenant des groupes perfluorohexyle (C6) dans la structure. 6:2 FTOH (CAS n° 647-42-7) peut être présent à l'état de traces sous forme d'impureté provenant du processus de fabrication. Cependant, nous ne pouvons pas partager avec nos clients la quantité de FTOH."* . L'exploitant fourni la FDS de l'unidyne .

Les résultats des 3 analyses font apparaître des concentrations en AOF, 6:2 FTOH (Perfluori -1 octanol et PFHxA (acide perfluorohexanoïque).

Date analyses	Volume moyen journalier rejeté	AOF	AOF	PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	6:2 FTOH (Perfluori -1 octanol)	6:2 FTOH (Perfluori -1 octanol)
		Concentration	Flux massique	Concentration	Flux massique	Concentration	Flux massique
26/09/2023 au 27/09/2023	2470 m3/j	32 µg/l*	79.04 g	< 20 ng/l	./	39,9 ng/l	0.0963 g
25/10/2023 au 26/10/2023	2850 m3/j	3,5 µg/l	9.975 g	< 100 ng/l	./	653 ng/l	1.8611 g
22/11/2023 au 23/11/2023	2344 m3/j	<2 µg/l	./	36 ng/l	0.0844 g	1 230 ng/l	2.8831 g

* Note du laboratoire d'analyse : « étant donné l'influence perturbatrice de l'échantillon, les limites de quantifications ont été relevées à 20 µg/l »

L'exploitant a réalisé un examen interne entre la production du papier alimentaire et les résultats des analyses PFAS des rejets aqueux et confirme la corrélation entre l'utilisation de l' UNIDYNE TG-8111 contenant du 6:2 FTOH et les résultats d'analyses en rejets aqueux.

L'exploitant a réalisé 3 campagnes de mesures sur les PFAS pour le puits de prélèvement en eau souterraine "Colin", utilisé dans le cadre du process. Il n'y a pas de traces de PFAS (le paramètre AOF n'a pas été analysé). En 2023 l'exploitant précisait que les besoins en eau du site sont puisés dans les puits Colin et Paille (les 2 autres puits n'étant plus utilisés (puits Sulfurisé et puits Parc)). L'exploitant n'a pas réalisé d'analyses sur le puits Paille.

Concernant les AOF, l'exploitant constate une absence de corrélation entre les mesures d'AOF et de PFAS 6:2 FTOH. Il poursuivra ses investigations.

L'exploitant a déjà mis en place une action de réduction d'utilisation de la résine depuis 1 an, en

<p>testant d'autres solutions de fabrication (le coût de fabrication est plus élevé (investissement de la part de l'exploitant) , le coût à la vente également), par la substitution de ce produit avec un objectif de fin d'utilisation du produit contenant des PFAS-au plus tôt pendant l'exercice actuel.</p> <p>En effet, sur la gamme de papier allant de 40 à 300 g/m2 l'exploitant est capable de produire un papier alimentaire jusqu'à 80 g/m2 (avec la solution de substitution) mais sans aucune marge à la vente. Au-delà, l'exploitant est contraint de passer par des entreprises extérieures. Le coût de l'achat est donc plus élevé pour le client."</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°10 : Transmettre à l'inspection un courrier proposant un planning d'engagement concernant les actions pour la réduction d'utilisation des PFAS</p> <p>Observation n°3: Mettre à disposition de l'Inspection les raisons de l'absence d'analyse PFAS sur le prélèvement du puits Paille.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Laboratoire accrédité pour les prélèvements et analyses PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les prélèvements et les analyses sont réalisés conformément à l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3. Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'entreprise mandatée par l'exploitant pour le prélèvement est la société CERECO (30128 Garons) et le laboratoire ayant réalisé l'analyse est le laboratoire AGROLAB Group.</p> <p>La société CERECO (30128 Garons) est accrédité COFRAC (Accréditation n° 1-1209, Echantillonnage - Prélèvement, mention sur le site internet COFRAC).</p> <p>Le laboratoire AGROLAB Group Deventer (Pays Bas) est accrédité RAAD VOOR ACCREDITATIE (RAV). Sur le site https://www.agrolab.com/fr/service/telechargements/accreditations-certificats.html#pays-bas-al-west-b-v-deventer-3, l'Inspection a pu télécharger l'annexe à la déclaration d'accréditation (n° enregistrement L005) norme ENISO/IEC 17025:2017, valable jusqu'au 01/09/2024, concernant les analyses sur les eaux usées pour les substances poly-et perfluoroalkylées. L'inspection constate que sur les 20 PFAS obligatoires mentionnés à l'arrêté ministériel tous ne sont pas mentionnés dans la liste de l'accréditation. Pour les eaux souterraines, seuls 3 PFAS sont listés dans ce document.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°4 : Mettre à disposition de l'inspection la liste des substances accréditées du laboratoire AGROLAB Group et vérifier si l'accréditation est valable pour les 20 substances PFAS obligatoires de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>